

ADHÉSION DE LA PALESTINE À L'ONU

Les États-Unis seront-ils contraints d'utiliser leur veto ?

A 72 heures du rendez-vous prévu pour le dépôt par le président Mahmoud Abbas de la demande d'admission d'un Etat de Palestine à l'ONU (vendredi 23 septembre), le gouvernement israélien, aidé par Washington, intensifie les pressions diplomatiques, tout comme la bataille médiatique pour empêcher la constitution d'une majorité en faveur des Palestiniens au sein du Conseil de sécurité. Ceci au moment où l'armée d'occupation israélienne mate les Palestiniens qui sortent dans la rue, à travers plusieurs cités de Cisjordanie, manifester leur soutien à cette demande.

Ces efforts d'empêcher la constitution d'une majorité au sein du Conseil de sécurité ont surtout pour but d'éviter à l'Administration américaine, ayant déjà choisi son camp, l'embarras d'utiliser son veto un an après le discours de Barack Obama affirmant «vouloir voir un Etat palestinien entrer à l'ONU en 2011».

«Je parle avec des dizaines de journalistes tous les jours, sans compter les emails, les messages sur Facebook et les interventions télévisées et radio-phoniques», explique Yigal Palmor, le porte-parole israélien des Affaires étrangères, cité par l'AFP. Un seul leitmotiv : «Israël veut la paix avec un Etat palestinien mais cela doit se faire obligatoirement par le biais de négociations bilatérales.»

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est déjà sur place — il s'est rendu, a indiqué l'agence française d'information, dans la nuit de mardi à mercredi pour New York. Une cohorte de porte-paroles, de spécialistes en communication, de ministres et de députés a été ainsi enrôlée pour l'assister dans la bataille qui va se livrer en fin de semaine à la tribune des Nations unies. Coûte que coûte, souligne Tzvi Hauser, le secrétaire du gouvernement

israélien, le monde doit «comprendre qui tend la main à la paix (les Israéliens) et qui la refuse (les Palestiniens)».

Naftali Bennet, directeur du Conseil de Yesha, la plus importante organisation de colons de Cisjordanie, participe aussi, indique la même agence de presse, à cette bataille pour l'opinion publique mondiale en dénonçant le caractère «hégémonique de la narration palestinienne dans les médias étrangers». «Narration» est l'expression désormais consacrée à la «vision historique des deux camps». Il soutient que «créer un Etat palestinien est une grave erreur car cela mettra en danger l'avenir d'Israël».

Répression
en Cisjordanie

Dans ce contexte, l'armée d'occupation israélienne mate les Palestiniens qui sortent dans la rue à travers plusieurs cités de la Cisjordanie, manifester leur soutien à cette demande. «Des affrontements se sont produits entre manifestants et soldats israéliens au point de contrôle militaire de Kalandia, principal point de passage entre Jérusalem et Ramallah», indique l'AFP. Les affrontements ont éclaté, souligne l'APS, «lorsque

les soldats israéliens ont lancé des bombes lacrymogènes pour empêcher la manifestation».

Une manifestation pourtant pacifique selon le compte-rendu du reporter de l'AFP : «Des milliers de Palestiniens manifestaient mercredi matin dans une ambiance festive dans les grandes villes de Cisjordanie occupée pour soutenir la demande d'admission d'un Etat de Palestine à l'ONU. Ces cortèges défilaient notamment à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne, et dans le reste de la Cisjordanie, à Naplouse, Hébron, Bethléem et Jéricho. A Ramallah, des milliers de personnes étaient rassemblées dans le centre-ville pour soutenir la demande d'adhésion à l'ONU. «Campagne nationale pour la Palestine : le 194^e Etat, pouvait-on lire sur un énorme drapeau tandis que la foule scandait «Le peuple veut la libération de la Palestine !». «Nous exigeons que le monde reconnaisse notre Etat car c'est une promesse qui nous a faite il y a plus de 60 ans», a proclamé le gouverneur de Ramallah, M^{me} Leila Ghanan.»

Le Conseil de sécurité divisé

Selon «des sources diplomatiques» citées hier par l'AFP, les Palestiniens ne disposaient pas de la majorité de neuf voix au Conseil de sécurité nécessaires pour valider une demande d'adhésion d'un Etat. «Cette majorité n'était pas assurée.»

Le quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, ONU, Russie, UE) était réuni, en vain, mardi soir pour «tenter d'élaborer une déclaration permettant la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes avant la remise prévue vendredi de la

demande d'adhésion d'un Etat de Palestine au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon».

Est-ce que Fédération de Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, est aux côtés des Palestiniens et soutiendra la demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU ? «Bien sûr, certainement», a déclaré mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, cité par l'agence russe Interfax. Avant lui, soit le 12 septembre dernier, rappelle l'APS, l'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine, avait indiqué que «la Russie soutiendrait l'initiative palestinienne quelle que soit sa forme». Ce n'est pas le cas pour les autres détenteurs du droit de veto comme les Etats-Unis, ayant exprimé franchement leur partialité pour Israël, et encore la France et la Grande-Bretagne qui n'ont toujours pas formulé une position claire.

«L'Union européenne n'a pas divulgué sa position afin d'exercer le maximum de pression pour une reprise des négociations», selon William Hague, chef de la diplomatie britannique dont le pays siège en tant que membre permanent au Conseil de sécurité. Le président français, Nicolas Sarkozy, en l'occurrence, lui, a appelé dans un discours à «prendre garde que des conflits qui durent depuis 60 ans ne viennent empoisonner la construction de la démocratie dans les pays musulmans». Allusion clairement faite au conflit israélo-palestinien.

Les Palestiniens déplorent
la position américaine

Les pressions internationales s'intensifiaient donc depuis mardi

sur les Palestiniens à New York, où sont arrivés plusieurs chefs d'Etat, dans l'espoir d'éviter une confrontation sur la demande d'adhésion d'un Etat de Palestine à l'ONU. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'est entretenu successivement avec le président français Nicolas Sarkozy et le chef de la diplomatie britannique.

Et il devait s'entretenir, hier à 22 h GMT, avec le président américain Barack Obama. Une entrevue qui n'était pas «initialement prévue au programme de M. Obama», selon un communiqué de la Maison-Blanche. Une rencontre de laquelle les Palestiniens n'attendent pas beaucoup.

«Nous nous attendons à un veto américain mais nous attendons à ce que les Européens prennent une position de principe, comme toujours», a déclaré Hanane Achraoui, membre de la délégation palestinienne.

De même que le ministre palestinien des Affaires étrangères Ryad al-Maliki a exhorté les Etats-Unis à «réviser leur position pour se ranger avec "la majorité" des pays favorables à la demande d'adhésion, en référence aux plus de 120 pays sur 193 prêts à voter en ce sens à l'Assemblée générale de l'ONU».

Une fois la demande d'admission de l'Etat de Palestine remise au secrétaire général de l'ONU, une résolution de l'Assemblée générale de l'organisation doit être soumise à approbation par le Conseil de sécurité. Rien n'est sûr qu'elle sera acceptée...

**Lyas Hallas
et Agences**

GRÈCE SOUS TÉLÉ-CONFÉRENCE, LIBYE SOUS TUTELLE, EURO SOUS TENSION, PALESTINE EN SURSIS, BRUXELLES AU BORD DE LA DÉPRESSION NERVEUSE...

L'Union européenne entame sa descente aux enchères

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

C'est, désormais, admis : en pleine zone euro, ils ne sont que 17 sur les 27 qui comptent l'Union européenne à en faire partie, des pays entiers doivent aller se faire f... !, voir ailleurs si l'Europe s'y trouve.

L'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la Grèce sont, aux yeux de Berlin, au tiers-monde.

Le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et la Grèce sont montrés du doigt, vilipendés, insultés, traînés dans la boue, humiliés par les opinions publiques et par les responsables politiques et les tenants de la chose boursière.

Fainéants, tricheurs, paresseux, fraudeurs, incapables d'être dans la zone euro, Sudistes habitués au farniente et à l'insouciance, à l'écoute des griefs dits à l'endroit de ces pays européens pas comme les autres, on en croit pas ses oreilles.

Tous les tabous, les bons et les mauvais, sont tombés en Euroland. Plus rien n'est et ne sera comme avant. Civilisationnellement, culturellement et politiquement et, surtout, financièrement, chacun a repris ses billes, ses cliques et ses claques.

L'Allemagne ne veut pas payer pour la Grèce, Papandréou, chef du gouvernement sous télé-conférence grec, ne veut pas et ne peut pas taxer les armateurs et l'Eglise orthodoxe, richissimes et au patrimoine mobilier et immobilier mythique, la France ne veut pas lâcher l'Espagne —

trop de banques hexagonales s'en trouveraient déplumées —, les Pays-Bas ne rêvent que de larguer les Athéniens par-dessus bord, l'Irlande abandonnée de tous.

L'Espagne est tellement mal vue que Zapatero, l'actuel Premier ministre, veut, rapidement, vite lorgner la droite ou n'importe quelle autre coalition, pourvu qu'il déguerpisse et qu'il prenne, enfin, du repos. José Luis Zapatero ne sait plus que faire et surtout quoi faire avec son pays. La crise est gravissime.

L'Allemagne, on l'a déjà dit, mais mieux vaut le redire, pour une raison toute simple : 1 euro égale 1 ancien Mark.

L'actuelle monnaie européenne est la réplique de l'ex-monnaie de la réserve fédérale allemande. Quand donc Berlin dit «pas d'argent» pour les «fainéasses», c'est pas d'argent.

Ni pour la Belle Hélène (Grèce), ni pour l'Irlande, ni pour le Portugal, ni même pour Carmen, l'Espagne.

En Libye, c'est une alliance intra-européenne new look qui «représente» l'Europe, le Royaume-Uni et la France, à l'ONU, les divisions des 27 sont publiques et profondes par rapport à la question palestinienne, et l'axe franco-allemand, moteur pourtant, dit-on, de la construction européenne, est à l'arrêt.

Quant à l'Union pour la Méditerranée, le processus de Barcelone et les accords d'association Nord-Sud, les évoquer reviendrait à être considéré comme un cinglé. Et Pourtant ! Qui se souvient de la Mer ? L'Union européenne va mal, très mal et ce n'est pas bon signe pour le reste du monde.

A. M.